



Septembre 2016

Fil d'infos « Campements illicites et résorption des bidonvilles »

Le fil d'infos « campements illicites / résorption des bidonvilles » rend compte des actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la Dihal et à ses partenaires.

Vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires sont les bienvenues à l'adresse : pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr



A la une

Démantèlement du campement de Montaudran à Toulouse avec le relogement de plus de 300 personnes les 25 et 26 juillet 2016

La stratégie territoriale de résorption des bidonvilles mise en place à Toulouse en partenariat par la Ville et l'État, et soutenue par la Dihal, a franchi une nouvelle étape avec une opération ambitieuse et exemplaire de démantèlement des campements illicites de Montaudran, accompagnée d'un nombre important de solutions de relogement et de suivi dans un dispositif d'insertion.

329 personnes (parmi elles, 115 mineures) sur un total de 386 personnes ont été relogées, dont 298 dans le dispositif d'insertion et d'hébergement en diffus de la Ville. L'opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions a mobilisé les services de la préfecture, de la mairie de Toulouse, la Direction départementale de la cohésion sociale, la Direction centrale de la sécurité publique, la police municipale ainsi que des travailleurs sociaux des associations Soliha et France Horizon. La Croix Rouge Française était également présente pour accueillir les ménages dans un gymnase qui avait été réquisitionné à cet effet, à proximité des campements pour évaluer et orienter les familles vers les hébergements.

Depuis 2013, la ville de Toulouse avait déjà procédé à d'importantes opérations d'évacuation, notamment celle du campement



Source : DDCS 31

de l'île du Ramier en 2015, avec à chaque fois des solutions de relogement d'envergure, soit dans le logement diffus soit dans l'espace d'insertion en habitat temporaire "Grynfogel" qui a fait l'objet d'une présentation lors d'un atelier de la Dihal en mars 2015.

Depuis 2012, la Dihal, avec la DGCS et la DHUP, apporte un soutien financier aux démarches partenariales engagées pour la résorption des bidonvilles, notamment aux actions conduites à Toulouse. **En 2016 les subventions accordées à Toulouse, ont été renouvelées.** La Dihal s'est rendue à Toulouse le 1er juillet dernier pour rencontrer les représentants de la mairie de Toulouse, de la préfecture, ainsi que les partenaires associatifs.

Publication de la préfecture de Haute-Garonne : http://www.hautegaronne.gouv.fr/content/download/19119/140426/file/20160725_Demantèlement_du_campement_ill%C3%A9gal_de_Montaudran.pdf



Dans les territoires

Déplacement à Nantes de la Dihal

Dans le cadre de l'examen des crédits 2016, la Dihal s'est déplacée à Nantes le 28 juin 2016. Elle a rencontré les différents opérateurs intervenant sur les campements illicites, en présence du sous-préfet chargé de mission et des représentants de Nantes Métropole. Outre un bilan des actions conduites, les échanges ont porté sur les pistes possibles d'une stratégie territoriale partenariale globale.

Un focus a également été fait sur la **conférence citoyenne de Rezé**, qui s'est traduite par des préconisations adoptées par le Conseil municipal, visant notamment à l'accompagnement de 36 familles.

Plus d'infos sur : <http://www.reze.fr/Archives/Juin-2016/La-Ville-s-engage-pour-36-familles-roms>

Job dating à Ris-Orangis

Un *job dating* était organisé le 13 septembre 2016, à Ris-Orangis dans le cadre de la plateforme d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi en Ile-de-France, mise en œuvre par Adoma et pilotée par la préfecture de région.

Cette opération particulièrement intéressante, initiée par l'association Le Rocheton, a permis à **10 personnes issues de campements de bénéficier d'un contrat d'insertion et d'un hébergement dans la base vie de Ris Orangis**. Par ailleurs, 16 personnes, aidées par ADOMA, se sont entretenues avec des recruteurs des chantiers d'insertion.

dihal Actus Dihal

Répartition de l'enveloppe nationale de crédits pour 2016 et bilan des actions soutenues en 2015

La Dihal a organisé 14 visioconférences et 5 déplacements afin de rencontrer les acteurs publics et opérateurs engagés dans la réalisation de projets locaux bénéficiant de crédits DIHAL en 2015 et en 2016. Ces échanges ont permis d'analyser certaines difficultés éprouvées par les acteurs déconcentrés et décentralisés, mais aussi des bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire.

Suite à ces échanges, la Dihal a arrêté les attributions de crédits dédiés à l'anticipation et à

l'accompagnement des campements illicites et à la résorption des bidonvilles, sur l'enveloppe en 2016 (3 millions d'euros) et le Dihal a adressé une notification aux préfets le 13 juillet 2016. 24 départements sont concernés. **Un bilan complet des actions soutenues en 2015, à la fois qualitatif et quantitatif, des actions conduites est en cours de réalisation et sera présenté à l'occasion d'une journée nationale des correspondants et acteurs des territoires organisée au dernier trimestre 2016.**

Mise en place d'une expérimentation portant sur l'intégration dans l'emploi avec Opcalia

Le projet mis en œuvre en partenariat avec Opcalia (Organisme paritaire collecteur agréé interprofessionnel et interbranches) a pour objet de construire un projet d'insertion en Ile-de-France à partir d'une **action de formation financée par les partenaires sociaux et les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), dans le cadre de la préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC)**. Afin de former des demandeurs d'emploi sur des métiers pour lesquels les entreprises ont des difficultés à

recruter, la Dihal travaille en étroite collaboration avec Opcalia, la Direccte, Pôle emploi, Adoma, les Enfants du canal et l'association Le Rocheton. Dans le cadre de ce projet, la Dihal a participé le 12 juillet à une première réunion de travail avec la préfecture d'Ile-de-France, pour élaborer un cahier des charges du projet. Une nouvelle réunion est prévue le 19 septembre dans les locaux d'Opcalia.

Site internet d'Opcalia : <http://www.opcalia.com/>

Retour sur les instances de pilotage de la Dihal

Les 1er, 8 et 15 juin, la Dihal a réuni ses trois instances de suivi et de pilotage relatives à la résorption des campements illicites et bidonvilles : le comité de pilotage interministériel qui réunit les directions d'administration centrale ; le réseau des correspondants départementaux désignés par les préfets pour suivre ces questions ; le groupe national de suivi composé d'associations et d'opérateurs. Ces réunions ont notamment été l'occasion de partager les résultats du 7ème recensement des campements illicites, bidonvilles et grands squats réalisé en avril 2016 qui fait état de 17 510 personnes recensées sur 569 sites. Au cours de ces réunions a

également été présentée une **nouvelle instruction du 8 juin 2016 adressée aux préfets concernant l'information sur les opérations de démantèlement de campements illicites**. Cette instruction signée du Dihal et du Secrétaire général du ministère de l'intérieur demande à ce que le ministère de l'intérieur et la Dihal soient informés des évacuations réalisées sur les territoires, au travers d'une fiche de suivi à transmettre le jour de l'opération. Ce suivi devrait notamment permettre d'obtenir une meilleure observation dynamique et stabilisée du phénomène des campements illicites.



Europe / International

Une réflexion sur les suites à donner au cadre européen d'inclusion des Roms à l'agenda européen

La Dihal, en sa qualité de point de contact national « Roms » auprès de la Commission européenne, participera les 26 et 27 septembre à Bruxelles, à une réunion portant notamment sur un bilan à mi-parcours du cadre européen d'inclusion des Roms. La question est aussi débattue dans le cadre du groupe des questions sociales du Conseil EPSCO, la Présidence slovaque ayant décidé de faire adopter des conclusions visant à accélérer le processus d'intégration des Roms. Si la France salue le rôle d'impulsion qu'a pu avoir le cadre européen, elle insiste dans ces deux instances sur le fait que

l'efficacité et la pertinence du cadre européen se heurtent aux limites de l'approche ethnique. Dans un contexte global de tensions au sein de l'Union européenne sur les questions sociales et l'emploi, et dans un contexte de crise des réfugiés, la France appelle à une refondation qui interrogerait le ciblage ethnique. Elle recommande, ainsi, de **privilégier une approche universaliste de l'accès aux droits, en mettant l'accent sur la mise en place de politiques de lutte contre la grande précarité et des réponses à la problématique des migrations pour des raisons économiques au sein de l'espace européen**.

L'accès à la justice au menu du Cahrom (Conseil de l'Europe)

La Dihal participe au groupe de travail préliminaire sur un projet de recommandation du Comité des ministres sur l'accès des Roms à la justice en Europe. Ce groupe de travail, qui rassemble 6 personnes (3 membres du Cahrom et 3 experts), est chargé de travailler sur la base d'un projet rédigé par l'ERRC. S'il comporte des mesures intéressantes pour lutter contre les

discriminations, ce projet reste très centré sur une approche ethnique qui enferme les « Roms » dans une catégorie spécifique. La deuxième réunion a eu lieu à Paris le 16 septembre. Le projet de recommandation sera examiné par l'ensemble des membres du Cahrom les 15-17 novembre prochain.

Rapports de la Cour européenne des comptes et de la Commission européenne

La Cour européenne des Comptes a remis un rapport intitulé « Initiatives et soutien financier de l'UE en faveur de l'intégration des Roms » est disponible (http://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR16_14/SR_ROMA_FR.pdf). La Commission européenne a quant à elle

remis en juin son rapport de progrès sur l'avancement des stratégies nationales en faveur de l'intégration des Roms. Le communiqué de presse sur le rapport annuel est disponible à l'adresse suivante : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-2296_fr.htm



Réseaux et partenariats

Rencontre avec la Défenseure des droits des enfants

Le mercredi 7 septembre 2016, la Dihal a rencontré la Défenseure des droits des enfants, adjointe au Défenseur des droits, dans le cadre de la rédaction par l'institution de son rapport annuel, qui portera sur l'accès à l'éducation et sera publiée en fin d'année.

Sélection du lauréat dans le cadre du concours « Mini-Maousse »

La Dihal a participé le 15 septembre au jury de sélection du projet d'architecture d'habitat modulaire temporaire « Mini-Maousse » organisé auprès des écoles d'architecture.

Ce projet fera l'objet de la réalisation d'un prototype habitable à Nantes, financé par l'assureur AG2R la Mondiale. Les huit projets présélectionnés feront l'objet d'une première exposition à Nantes, puis d'une seconde exposition à la Cité de l'architecture et du design, en avril 2017.

Partenariat avec les Editions du Cavalier Bleu

La Dihal est partenaire de la publication d'un ouvrage sur les bidonvilles en France édité dans la collection « Idées reçues » du Cavalier Bleu, et écrit par les chercheurs Hervé Marchal et Jean-Baptiste Daubeuf (qui a notamment vécu avec les habitants d'un bidonville – aujourd'hui résorbé – à Maxéville). Sortie prévue en janvier 2017.



Sans commentaires... et sous toutes réserves

Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Le bidonville Boissière à Montreuil évacué le 28 juillet 2016 : cette évacuation a été largement reprise dans la presse et sur les réseaux sociaux. Un diagnostic a été réalisé et neuf familles ont été relogées. <http://www.leparisien.fr/montreuil-93100/montreuil-50-personnes-expulsees-du-bidonville-de-la-boissiere-28-07-2016-6001423.php>

Décès d'une jeune fille de 14 ans dans un squat à Grenoble le 6 septembre après avoir été électrocutée dans un squat qu'elle occupait avec sa famille : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/alpes/isere/grenoble/grenoble-une-jeune-fille-rom-dans-un-etat-desespere-apres-une-electrocution-1079091.html>

Le camion laverie de l'association les Enfants du Canal : <https://www.franceinter.fr/emissions/peripheries/peripheries-09-septembre-2016>